



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Financement de l'hôpital

Question au Gouvernement n° 3480

Texte de la question

FINANCEMENT DE L'HÔPITAL

M. le président. La parole est à M. Guillaume Garot.

M. Guillaume Garot. Nous l'avons tous compris, monsieur le ministre des solidarités et de la santé : la deuxième vague de l'épidémie de covid-19 pourrait être plus haute que la première. Chacun sait qu'affronter une crise de cette ampleur est difficile – on le constate partout en Europe. La solution, je veux le dire, dépend d'abord de chacun d'entre nous et de notre respect des consignes sanitaires. (*Applaudissements sur de nombreux bancs des groupes LaREM, Dem et Agir ens.*) Respectons-les pour épargner les soignants, qui ont certes besoin de notre soutien, mais aussi de moyens.

Le 14 juillet, le Président de la République affirmait que nous serions prêts. Fin août, le Premier ministre, Jean Castex, disait la même chose. Manifestement, au mois de novembre, nous ne le sommes pas. Où sont les 12 000 places de réanimation que vous annonciez le 27 août dernier, monsieur le ministre ?

M. Raphaël Schellenberger. On ne sait pas !

M. Guillaume Garot. Où sont les 4 000 lits supplémentaires à la demande que vous annonciez en conclusion du Ségur de la santé ?

Les soignants font leur maximum, mais l'État doit faire de même : nous le devons aux soignants comme aux Français. À situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles : il faut ouvrir les lits manquants, former sans attendre ceux qui pourraient être mobilisés et revaloriser fortement et rapidement les rémunérations des soignants afin d'attirer à nouveau les aides-soignants et les infirmiers qui ont quitté l'hôpital au fil du temps – les 183 euros accordés ne sont pas suffisants.

Les soignants méritent davantage que des applaudissements. Que comptez-vous faire pour que, dans l'urgence que nous connaissons, les discours soient suivis d'actes ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SOC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des solidarités et de la santé.

M. Fabien Di Filippo. Un ancien socialiste !

M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé. Merci de votre message de responsabilité, par lequel vous appelez les Français, dans la période actuelle, à se montrer solidaires, courageux, forts et soudés pour respecter les mesures sanitaires et lutter avec efficacité contre l'épidémie.

Vous m'interrogez sur les mesures que nous avons prises à destination de l'hôpital. Le PLFSS – projet de loi de financement de la sécurité sociale –, voté en première lecture par une majorité de parlementaires le 27 octobre dernier, porte en lui les réponses que vous appelez de vos vœux. Le groupe Socialistes et apparentés s'y est, hélas, opposé, mais, selon l'expression populaire, après la chance au grattage, vous aurez une chance au tirage : il ne tiendra qu'à vous de voter le texte en deuxième lecture ! (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.*)

Il ne tiendra qu'à vous de voter les 8 milliards de hausse de salaires pour près de 2 millions de soignants dans les hôpitaux et les EHPAD. (« *Eh oui !* » *sur quelques bancs du groupe LaREM.*) Il ne tiendra qu'à vous de voter les 50 millions d'euros qui seront débloqués pour créer 4 000 lits à la demande – rassurez-vous, ces 4 000 lits, pour lesquels vous n'avez pas voté, sont bien en passe d'être déployés dans tous les hôpitaux où ils seront utiles. Il ne tiendra qu'à vous de voter l'embauche de 15 000 soignants supplémentaires dans les hôpitaux, comme s'y était engagé le Premier ministre Jean Castex. Il ne tiendra qu'à vous, enfin, de voter les 2,5 milliards d'euros supplémentaires alloués au budget des hôpitaux, les 13 milliards d'euros de reprise de dette, les 6 milliards d'euros d'investissement pour les hôpitaux et les EHPAD et le grand plan numérique.

Vous aurez en outre bientôt l'occasion de vous prononcer sur un texte qui fera – je l'espère – consensus et qui vise à simplifier la gouvernance des hôpitaux, à donner plus de place à chacun dans les décisions hospitalières, et à renforcer la territorialité et le lien avec les élus locaux.

M. Jean-Louis Bricout. Tout va très bien, donc : nous sommes prêts !

M. Olivier Véran, ministre. Nous sommes en train de faire évoluer l'hôpital, monsieur le député. Vous avez raison de souligner les trop nombreuses fermetures de lits et suppressions de postes qui ont eu lieu année après année – et même, oserai-je dire, décennie après décennie. Constatez avec nous que la donne a changé et que nous allons bien au-delà du tweet et de l'appel au changement : nous agissons. Vous pouvez encore voter pour agir avec nous. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et Dem.*)

Données clés

Auteur : [M. Guillaume Garot](#)

Circonscription : Mayenne (1^{re} circonscription) - Socialistes et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3480

Rubrique : Établissements de santé

Ministère interrogé : Solidarités et santé

Ministère attributaire : Solidarités et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [5 novembre 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [5 novembre 2020](#)